

LES ÉLECTIONS EN ONTARIO

M. Roger Gallaway (Sarnia—Lambton, Lib.): Monsieur le Président, il ne reste que 24 jours avant les élections en Ontario, et Bob Rae cherche désespérément des moyens de se faire valoir.

Vendredi dernier, à Thunder Bay, le premier ministre et son parti à la dérive ont établi un nouveau record dans l'utilisation de trucs pervers pour mousser leur campagne. Au beau milieu d'un discours du chef du Parti libéral, Lyn McLeod, un membre du conseil provincial du N.P.D., Alex Ng, a couru en criant vers la tribune pour manifester son opposition.

Plus tard, M. Ng a avoué aux médias que le bureau de l'organisation centrale de la campagne du N.P.D. lui avait demandé de perturber cette assemblée et lui avait payé son billet d'avion jusqu'à Thunder Bay.

Le premier ministre s'est excusé de cet incident et a annoncé que M. Ng se retirait de l'organisation électorale. La carrière de protestataire de M. Ng est peut-être terminée, mais il faisait drôlement concurrence à Bob Rae, qui commencera à se chercher du travail le 9 juin.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA TCHÉTCHÉNIE

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, bien que le premier ministre se dise préoccupé par la question des droits de la personne, son récent voyage en Russie dans le cadre des cérémonies du cinquantième anniversaire du Jour de la Victoire des forces alliées en Europe démontre une nouvelle fois qu'en réalité les seules priorités du gouvernement canadien sont les échanges commerciaux.

En effet, au moment même où l'armée russe poursuivait ses combats en Tchétchénie, le premier ministre proposait à son homologue russe une mission commerciale Team Canada.

Ma question s'adresse au premier ministre. Dans ce contexte, le premier ministre va-t-il admettre que son attitude et celle de son gouvernement de subordonner les droits de la personne aux intérêts strictement commerciaux n'incite aucunement les autorités russes à respecter davantage les droits des Tchétchènes qui subissent actuellement les assauts de l'armée russe?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout le monde sait très bien que j'ai soulevé le problème des citoyens de Tchétchénie avec le président Eltsine et je lui ai dit directement que l'attitude de son gouvernement en la matière n'aidait pas la cause de la Russie dans le monde.

Nous étions là pour célébrer le cinquantième anniversaire de la victoire des alliés, et les Russes y ont contribué de façon exceptionnelle puisque 27 millions d'entre eux sont morts durant la guerre. Il était normal que nous acceptions l'invitation.

Questions orales

Mes collègues du monde occidental et moi-même avons refusé de participer au défilé militaire. Nous avons accepté d'être témoins d'un défilé de vétérans qui s'étaient battus durant la dernière guerre. Pour montrer notre désapprobation vis-à-vis de ce qui se passe en ce moment dans une partie de la Russie, nous avons boycotté leur plus grande démonstration.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, je veux bien accepter la réponse du premier ministre, mais s'il voulait être pris au sérieux par les autorités russes quant à ses préoccupations au sujet de la violation des droits de la personne en Tchétchénie, pourquoi le premier ministre ne leur a-t-il pas annoncé à l'avance qu'il refusait d'assister au défilé militaire en guise de protestation, et cela comme l'ont fait les autres chefs d'État qui, eux, n'ont pas eu peur d'afficher leur point de vue?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je l'ai indiqué clairement, je n'ai peut-être pas eu l'occasion de faire une déclaration publique avant de le faire, mais dans les communications que nous avons eues avec les autres chefs d'État nous avons tous convenu que nous allions boycotter ce grand défilé militaire et nous l'avons fait. Le gouvernement russe savait très bien que le Canada ne serait pas présent à ce défilé.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre se disait rassuré par le président Eltsine à l'effet que l'armée russe était déjà remplacée par des forces policières normales en Tchétchénie. Or, immédiatement après son départ de Russie, l'armée russe bombardait de plus belle les populations civiles tchétchènes.

Compte tenu des fausses assurances qu'a reçues le premier ministre du chef d'État russe, par quel moyen, maintenant, son gouvernement entend-il faire désormais pression sur les autorités russes pour que cessent les violations des droits de la personne en Tchétchénie?

• (1420)

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons protesté à plusieurs reprises. Mon collègue, le ministre des Affaires étrangères, en a discuté à plusieurs reprises avec son homologue de la Russie. Nous exerçons toutes les pressions possibles auprès du gouvernement. Et si le problème n'est pas réglé, j'aurai l'occasion de protester encore une fois lorsque je recevrai M. Eltsine, à Halifax, le mois prochain.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Pierre de Savoye (Portneuf, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie.

Une nouvelle pièce s'ajoute au dossier de Power DirecTv: on apprend que cette société a fait parvenir au gouvernement une note dictant la marche à suivre pour renverser l'ordonnance du CRTC qui permettait à Expressvu d'entrer en ondes dès septembre prochain, contrairement à Power DirecTv.

Le ministre de l'Industrie confirme-t-il avoir reçu la note de Power DirecTv et avoir suivi à la lettre l'ensemble des instruc-